

Introduction

Nos sociétés sont à un carrefour, à l'une des phases de grande bifurcation qui marquent l'histoire. Comme d'autres ont connu 1929, nous pourrions sans doute dire à nos enfants ou petits-enfants « J'ai connu cette époque ». La crise est multiforme : à son volet économique et social s'ajoute le volet écologique, ainsi qu'un autre, celui de la représentation politique, qui se nourrit de l'incapacité de répondre aux précédents.

Le sentiment que le monde ne va pas comme il est, que les choses doivent profondément changer dans la façon dont nos sociétés fonctionnent, est aujourd'hui largement partagé. Ce sentiment n'est pas vraiment nouveau, mais il s'est considérablement renforcé depuis 2007, date de l'entrée en crise du régime néolibéral qui s'était mis en place et répandu à partir de la fin des années 1970.

Cette crise n'est pas un trou d'air conjoncturel. Elle témoigne des contradictions à bien des égards insurmontables de ce régime. Celui-ci peut certes perdurer. À l'heure où ces lignes sont écrites, les néolibéraux réalisent un véritable tour de force : alors que la crise est clairement celle de leur modèle, ils prennent prétexte de l'une de ses conséquences, la hausse des dettes publiques, pour ancrer plus profondément encore leur modèle défaillant. On reviendra à l'occasion sur le véritable tour de passe-passe – qui relève de la tromperie intellectuelle, si ce n'est d'un hold-up d'un possible changement – opéré autour du thème de la dette publique. Reste ce constat : le modèle néolibéral ne pourra perdurer qu'au prix d'un enlèvement toujours plus profond dans la crise et d'une violence sociale déçue.

Le néolibéralisme a imposé en plein vol par là où il avait été poussé le plus loin, le secteur de la finance. Sa légitimité est durablement affectée. Mais par quoi le remplacer ? C'est ici que le bât blesse. Le néolibéralisme ne tient plus tant par ses promesses ni *a fortiori* par ses réalisations, mais par le défaut d'alternative cohérente à lui opposer. Quelle peut être cette alternative ? Ce livre soutient qu'elle est à portée de main, déjà là sous nos yeux et nos vies quotidiennes : elle consiste dans l'État social et son fondement politique qu'est la démocratie. Si nous avons longtemps été dans l'impossibilité de dessiner un modèle économique et social alternatif, cela tient d'abord à notre entendement qui a été pris en défaut : nous n'avons pas saisi – et il faudra chercher à comprendre les racines de ce silence de la raison – toute la portée ni de ce fait les potentialités émancipatrices de l'État social.

Qu'est-ce que l'État social ? Trop souvent, c'est une définition étroite qui en est retenue : on le réduit à la protection sociale, un domaine important certes, mais qui ne met pas en jeu le fonctionnement d'ensemble de l'économie. L'affaire semble entendue : nous vivrions dans des économies de marché et il faudrait s'en accommoder. Le livre invite au contraire à retenir de l'État social une définition large, autour de quatre piliers : la protection sociale, mais aussi la réglementation des rapports de travail (droit du travail, négociation collective, etc.), les services publics et les politiques économiques (budgétaire, monétaire, commerciale, des revenus, etc.) de soutien à l'activité et à l'emploi. Chacun des piliers joue un rôle important dans la régulation de nos économies et les relier permet de saisir un fait majeur : nous ne vivons pas, à bien y réfléchir, dans des *économies de marché*, ni *a fortiori* dans des sociétés *monocapitalistes*. Des marchés existent certes, mais nos économies sont d'ores et déjà des *économies mixtes*, avec du marché, du capital, mais aussi de l'économie sociale (associations, mutuelles, coopératives...) et plus encore de l'intervention publique. Loin d'être une simple béquille au service du marché, celle-ci a sa positivité propre. Loin d'être marginale, elle est particulièrement importante. L'État social et ses quatre piliers existent dans la quasi-totalité des pays du

monde, même si c'est selon des formes et une ampleur très variables. En France, près de la moitié du revenu des ménages est constitué de prestations et de transferts sociaux, et près d'un tiers des emplois relève du secteur public. Aux États-Unis, la retraite publique financée par cotisation occupe une place non négligeable, de même que l'école publique. Le Royaume-Uni, de son côté, est l'un des pays qui possède le système de santé le plus socialisé au monde. S'il y a bien lieu de parler de *modèle libéral* pour désigner ces derniers pays, il importe tout autant de ne pas surcharger de sens cette désignation. Dans tous les pays se pose la même question : faut-il confier au secteur privé (et sous quelle forme : entreprise capitaliste, économie sociale, etc. ?) ou au secteur public (et sous quelle forme : État, collectivités locales, etc. ?) le soin de réaliser telle ou telle mission ?

L'État social serait une figure du passé, une invention des Trente Glorieuses, qui serait avec elles depuis longtemps dépassé. Cette idée reçue est véhiculée bien au-delà des cercles libéraux. Ce livre entend montrer que l'État social reste bien au contraire d'actualité et cela pour au moins deux raisons. Tout d'abord, il est toujours là. Le néolibéralisme l'a incontestablement rogné et déstabilisé, plus ou moins fortement selon les piliers et selon les pays. Mais il n'est pas parvenu à le mettre à bas. L'étendue des dépenses sociales publiques dans les pays de l'OCDE est, par exemple, plus élevée aujourd'hui qu'elle ne l'était au début des années 1980. La seconde raison est rendue évidente par la grande crise ouverte en 2007 : il s'agit du bilan des réformes néolibérales. Accablant à plus d'un titre, et pas seulement en matière d'organisation de la finance, ce bilan réhabilite l'intervention publique.

Reste ce problème : alors que le marché dispose, avec les théories économiques libérales, de puissantes justifications à son service, l'État social n'a pas ce support. C'est un paradoxe : il est notre véritable révolution, mais nous ne disposons toujours pas de sa théorie. On comprend au passage pourquoi les assauts néolibéraux à son encontre ont donné lieu jusqu'à présent à des réponses souvent purement défensives (« en défense » de la sécurité sociale ou des services

publics)¹. Comment expliquer ce paradoxe ? La domination des théories libérales n'est pas seule en cause. Une certaine tradition critique, marxiste ou libertaire, qui ne voit dans l'État qu'un instrument au service de la classe dominante est aussi responsable de cet état de fait. À l'encontre de cette lecture réductrice, le livre soutient que si l'État a été et demeure au service des dominants, il peut aussi opérer contre eux. L'État social n'a pas uniquement une dimension antilibérale : en soustrayant au capital des pans entiers d'activité (les retraites, les services publics...), il a aussi une dimension proprement anticapitaliste.

Comment penser l'État social ? Outre de nombreux arguments économiques portant notamment sur la façon d'appréhender la dépense publique, le livre soutient que l'État social doit être pensé en lien avec cette autre révolution qu'est la démocratie. Celle-ci est le fondement proprement politique de l'État social, l'un et l'autre étant portés par l'idée selon laquelle l'intérêt général, aux antipodes de sa perception libérale, n'est pas réductible au jeu des intérêts particuliers.

En gardant à l'esprit cet horizon démocratique, des propositions sont avancées pour un nouvel âge de l'État social, face à la mondialisation, à la construction néolibérale de l'Europe et aux défis écologiques. L'État social n'est certes pas sans limite. La bureaucratisation est son talon d'Achille. C'est néanmoins en creusant son sillon qu'il est possible de dessiner une perspective de dépassement en positif du capitalisme néolibéral, et partant d'aller au-delà de sa simple dénonciation. S'indigner, se révolter, est évidemment indispensable pour construire un autre monde, mais cela ne suffit pas pour construire des révolutions, ni même des réformes. La profondeur de la crise appelle des réponses alternatives à la fois concrètes et ambitieuses. Ce livre espère contribuer à leur formulation.

Les thèses qui y sont présentées s'organisent autour de quatre grands axes qui forment autant de parties de ce livre. Dans la première

1. Les choses bougent toutefois : dans deux des pays qui avaient poussé le plus loin le néolibéralisme – le Chili et Israël –, on a assisté en 2011 à des manifestations revendiquant ouvertement une réhabilitation de l'État social.

partie, qui prolonge cette introduction, on revient sur l'importance qu'il y a à retenir une définition large de l'État social afin de saisir la véritable puissance de transformation dont il est porteur. La deuxième insiste sur l'actualité de l'État social : celui-ci n'a pas pris fin avec les Trentes Glorieuses, il est toujours là, et la faillite du régime néolibéral, actée par la crise ouverte en 2007, le réhabilite. La troisième cherche à comprendre les raisons pour lesquelles on ne dispose pas d'une authentique théorie de l'État social. La quatrième avance des propositions pour combler ce vide. Elle prône une réhabilitation de la dépense publique et de la protection sociale et évoque la question de la place de l'État social face à la mondialisation et à la construction néolibérale de l'Europe. Le chapitre final, qui est aussi la conclusion générale, s'emploie à démystifier l'agitation néolibérale autour de la dette publique.